



**PROJET DE CRÉATION D'UN PARKING ADMINISTRATIF DÉDIÉ  
À L'ÉCOLE « LES BOUGAINVILLIERS »**

**COMMUNE DE PETITE-ILE**

**AVIS D'ENQUETE**

Le public est informé qu'en application du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les enquêtes d'utilité publique et parcellaire seront ouvertes pendant 16 jours consécutifs, du **19 octobre au 3 novembre 2022** inclus, sur le territoire de la commune de Petite-Ile.

Aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, le public pourra prendre connaissance des dossiers et formuler ses observations sur les registres d'enquêtes ouverts à cet effet. Les observations pourront également être adressées, par écrit, au commissaire enquêteur.

**Monsieur MARCIEN MARONDE**, nommé commissaire enquêteur, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations selon le calendrier suivant :

<b>A la mairie de Petite-Ile</b>	
<b>de 9h00 à 12h00</b>	<b>Le 19 octobre 2022</b>
<b>de 13h 00 à 16h00</b>	<b>Le 27 octobre 2022</b>
<b>de 13h 00 à 16h00</b>	<b>Le 3 novembre 2022</b>

Dans le cadre de la procédure de fixation des indemnités d'expropriation « les personnes intéressées autres que le propriétaire, l'usufruitier, les fermiers, les locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes sont tenues de se faire connaître à l'expropriant dans un délai d'un mois, à partir de la date de publication et d'affichage de cet avis, à défaut de quoi elles seront déchues de tous droits à l'indemnité ».

Le commissaire-enquêteur formulera ses avis dans un délai d'un mois à compter de la clôture des enquêtes.

A l'issue des enquêtes, une copie des rapports et des conclusions du commissaire enquêteur pourra être consultée et tenue à la disposition du public pendant un (1) an à compter de la date de clôture des enquêtes publiques, à la mairie de Petite-Ile, à la sous-préfecture de Saint-Pierre et à la préfecture (Bureau de la coordination et des procédures environnementales – BCPE).

Le préfet de La Réunion est l'autorité compétente pour prendre la déclaration d'utilité publique et la cessibilité par arrêté.